



Cahier N°1 de notre Plateforme politique

100 - Faillite à l'Est

110 - A l'Est, ce n'était pas le communisme

Les bourgeois mettent à profit l'effondrement des pays de l'Est pour tenter de nous convaincre de l'échec du communisme, de la faillite définitive du marxisme. Ils voudraient nous persuader qu'il est inutile et dangereux de se battre contre l'exploitation, qu'il est utopique de lutter pour la libération sociale. Mais leurs tentatives ne prouvent qu'une chose : c'est que **le "spectre du communisme" les fait encore trembler.**

111 - En URSS, ce n'était pas le communisme, mais un capitalisme d'État.

Ce n'est pas principalement la **forme juridique, privée ou étatique, de la propriété**, qui différencie le socialisme du capitalisme. Ce qui les distingue fondamentalement, ce sont **les rapports sociaux de production, les relations entre les classes.**

A l'Est, tout comme ici, **ces rapports étaient des rapports d'exploitation, d'oppression, de domination**, et non pas des rapports de coopération et d'entraide. D'un côté : des dirigeants tout puissants, bénéficiant de privilèges et d'avantages tirés du travail des ouvriers. De l'autre : des dirigés, la masse des travailleurs, condamnés à subir la pénurie et à se soumettre aux décisions de ceux qui prétendaient les représenter.

Le despotisme d'usine, les petits chefs, la soumission à la bureaucratie et au système policier... tout cela constituait la réalité quotidienne des ouvriers. Répression et dictature étaient monnaie courante à l'égard des ouvriers révoltés et de tous les opposants. Cela avait peut-être un aspect **plus systématique** que dans les pays capitalistes développés, mais ça ressemblait fort à ce que connaissent la plupart des **peuples des pays dominés.**

Ce système bureaucratique était entièrement conçu pour **produire**, et produire encore, **quel qu'en soit le coût social.** Résultat : un désastre économique ; un désastre écologique, comme à Tchernobyl ou dans la Mer d'Aral ; un désastre social. L'homme n'était qu'un pion. Étatique ou libéral, le capitalisme a toujours les **mêmes priorités.**

Pour assurer sa domination, la bourgeoisie en URSS a cultivé le chauvinisme, le nationalisme, l'antisémitisme... Les rapports qu'elle entretenait avec les autres nations dites "socialistes" étaient des rapports de domination, d'inégalité, des tentatives pour

soumettre d'autres peuples par tous les moyens, économiques ou militaires : Cuba, la Tchécoslovaquie, l'Afghanistan, l'Éthiopie... Du communisme, ça ? Certainement pas ! Mais bien plutôt **de l'impérialisme** !

Ce qui a fait faillite à l'Est, c'est donc **le capitalisme sous sa forme étatique**. Ce qui a fait faillite dans les ex-pays dits "socialistes", c'est l'exploitation sous cette forme particulière.

Si le bloc dominé par le capitalisme d'État de l'URSS s'est effondré, c'est qu'il en était arrivé, durant les années 80, à une situation de **blocage économique** aggravée par la crise mondiale du système impérialiste.

A ces blocages économiques se sont ajoutés les **explosions ouvrières** en Pologne et en Roumanie, l'effervescence nationaliste, conséquence de la crise économique et du développement inégal dans l'ex-URSS, ainsi que l'enlèvement dans la guerre en Afghanistan. Cette situation a conduit aux réformes gorbatchéviennes : Glasnost et Perestroïka. Celles-ci, loin d'atténuer les contradictions du **capitalisme d'État** de l'URSS, les ont fait exploser, amenant son effondrement. Le retour foudroyant du libéralisme économique montre que les conditions en étaient mûres, en l'absence d'une véritable opposition ouvrière.

112 - Les exploités sont toujours exploités.

Ces bouleversements ont été l'occasion de **transformations importantes** dans la domination de la bourgeoisie, et de l'arrivée au pouvoir de nouveaux éléments bourgeois. Encore que ce soient souvent les anciens capitalistes d'État qui se sont reconvertis au libéralisme. Mais quelle évolution, quels changements cela a-t-il entraîné pour les ouvriers et les exploités ?

Avec la fin de l'étatisme, on annonçait l'abondance... **Jamais la misère n'a été aussi grande**. Aux pénuries provoquées par les incohérences de la planification bureaucratique et par la concurrence administrative, se sont substitués le **chômage massif** et les **restrictions**. Celles-ci ne sont plus imposées par les pénuries, mais par l'effondrement du pouvoir d'achat.

Les privatisations ont encouragé la **spéculation**, plus que la production. Le plus souvent, l'ancienne "nomenklatura" bourgeoise s'est retrouvée à la tête des entreprises devenues soi-disant "libres". L'ancienne bourgeoisie n'a pas eu de mal à s'adapter à la nouvelle situation.

On annonçait la démocratie et la liberté : les ouvriers sont toujours exploités. Leurs organisations combattives sont toujours réprimées. Le multipartisme et l'affrontement des fractions bourgeoises pour le partage des miettes ont occupé le terrain. A tel point que **la déconsidération du système parlementaire est rapide**.

On annonçait la paix : jamais les **conflits nationalistes** n'ont été aussi meurtriers, tant dans l'ancien empire soviétique qu'en Yougoslavie. Jamais les minorités des nouveaux États n'ont été aussi opprimées.

Bref, les idéologues bourgeois promettaient un monde nouveau, et nous ne voyons que du vieux. Les ouvriers, ainsi que l'ensemble des travailleurs exploités, n'ont vu changer

que **la forme de leur exploitation**. Hier elle se faisait au nom d'un socialisme falsifié. Aujourd'hui elle se perpétue au nom de la démocratie libérale.

120 - Une alternative est nécessaire ; Mais laquelle ?

121 - L'effondrement de l'URSS : une illusion qui disparaît.

L'exemple de l'URSS est particulièrement important. La Révolution d'Octobre 1917 avait engagé le pays dans la transition vers le communisme. Mais **la lutte des classes se poursuivait dans tous les domaines** : parti, État, rapports de production, politique étrangère, etc... La bourgeoisie est redevenue, dans les années 30, la classe dominante. L'expérience de l'évolution de l'URSS, et les leçons que nous pouvions en tirer, ont été parmi les bases de la fondation de Voie Prolétarienne.

Si, pour la bourgeoisie internationale, l'effondrement de l'Est représente provisoirement un conflit de moins en son sein, il est pour nous communistes **une illusion répandue dans le mouvement ouvrier qui disparaît**. Illusion présentée à tort comme une alternative. Mais cette désillusion, aucune force révolutionnaire ne la capitalise encore.

122 - L'alternative reste à construire.

Pour s'opposer au rouleau compresseur de l'offensive que la bourgeoisie mène contre nous en s'appuyant sur l'effondrement de l'Est, **il faut avancer sur le projet communiste**, sur les tâches de la transition, sur le bilan positif et négatif de l'histoire. C'était déjà nécessaire avant l'effondrement du bloc de l'Est. Mais aujourd'hui, les interrogations des révolutionnaires, et de tous ceux qui refusent la logique capitaliste, se font plus pressantes.

Pour donner des perspectives à tous ceux qui refusent l'ordre capitaliste, à tous ceux que les scandales des politiciens bourgeois, de droite comme de gauche, écoeurent ; pour éviter qu'une partie des masses désorientées ne se retourne contre la fraction d'origine étrangère de la classe ouvrière... il faut **construire une alternative communiste** qui permette aux ouvriers et aux exploités de prendre eux-mêmes progressivement leur vie en mains, au lieu de la remettre entre celles d'experts. Y compris les experts en politique, qui peuvent se transformer en bureaucrates, et finalement en nouveaux exploités.

200 - L'impérialisme : principal responsable des maux des pays dominés

210 - L'impérialisme, un grand mot ?

Alors que l'aggravation de la misère dans les pays dominés est évidente, que les famines et les guerres civiles y sont devenues des réalités très médiatisées, **beaucoup aujourd'hui nient l'impérialisme**. Ils parlent de "déséquilibre" entre le "Nord" et le "Sud", de pays "plus ou moins avancés", de "développement inégal" du capitalisme, et même de "pays plus ou moins favorisés par les conditions naturelles". Ils sont prêts à s'apitoyer sur les conséquences de cette situation, mais ils refusent d'en rechercher

les **causes**. Et pourtant, la réalité de cette domination impérialiste, les peuples d'Afrique, d'Amérique et d'Asie la subissent quotidiennement.

211 - L'impérialisme, c'est d'abord la domination économique et financière.

L'impérialisme, c'est avant tout la **domination financière**, à travers le rôle du dollar, du FMI, de la Banque Mondiale, etc... La manifestation la plus criante de cette domination, c'est la dette : formidable moyen de maintenir à merci les pays débiteurs, étranglés par les soi-disant "choix" qu'ils ont faits antérieurement. Des choix imposés en fait par les puissances impérialistes et leurs larbins locaux.

L'impérialisme, ce sont les **investissements industriels** dans les pays dominés, qui assurent à quelques pays le contrôle de l'essentiel de la production mondiale, et du profit tiré de l'exploitation des ouvriers.

L'impérialisme, c'est le **contrôle des marchés, des approvisionnements, du prix des principales matières premières**, minérales et végétales, indispensables au développement et à l'accumulation dans les pays impérialistes. Exemple : le pétrole, enjeu central de la guerre du Golfe.

Cette domination économique et financière instaure une division internationale du travail qui cantonne les pays dominés dans le rôle de **fournisseurs de matières premières et de main-d'œuvre à bon marché**, et qui leur interdit tout développement autonome.

212 - L'impérialisme, c'est la domination technologique et culturelle.

L'impérialisme, c'est la **concentration des savoirs** dans les mains d'une poignée de nations. C'est la **domination technologique** qui impose aux peuples dominés les connaissances et les techniques venant des pays impérialistes. Et cela aux dépens de leur équilibre économique et écologique, et bien sûr de leur indépendance. Les exemples ne manquent pas : Nestlé faisant campagne contre le lait maternel, les dépotoirs chimiques, etc...

L'impérialisme, c'est aussi la **domination culturelle** exercée par des puissances qui imposent au monde leur vision des choses, leurs modes de pensée, de consommation, en un mot leur culture, en niant et en écrasant celle des autres peuples.

213 - L'impérialisme, c'est la domination militaire.

L'impérialisme, c'est l'implantation, partout sur la planète, de **bases militaires** appartenant aux puissances impérialistes. C'est **l'intervention** des "Forces d'Action Rapide" au Zaïre, au Tchad, en Somalie, etc. Ce sont les "Marines" nord-américains à Grenade, au Pérou ; les actions prétendument "anti-drogue" ou "démocratiques" qui ne sont que des actes de guerre dirigés contre les peuples pour maintenir les dictatures.

214 - L'impérialisme, c'est la domination politique.

L'impérialisme, c'est encore l'existence des **restes des empires coloniaux**. Pour la France : les Antilles, Guadeloupe et Martinique, la Guyane, la Kanaky, la Réunion, la

Polynésie, Saint-Pierre et Miquelon... Des colonies qui servent de point d'appui à la présence économique, politique et militaire de l'impérialisme dans le monde.

Mais l'impérialisme c'est surtout, aujourd'hui, le **maintien de pays formellement indépendants dans un état de dépendance économique, financière et militaire**, qui vide leur indépendance politique de toute réalité. Cette dépendance globale peut prendre la forme d'une dépendance de type semi-colonial à l'égard d'une nation impérialiste en particulier. C'est le cas pour les pays africains de la Zone Franc par rapport à la France.

215 - L'impérialisme, c'est tout cela.

C'est la pénétration progressive, dans toutes les régions du monde, de **rapports d'échange marchands** et, sous des formes plus ou moins développées, de **rapports capitalistes**. Et cela alors même que la domination impérialiste rend difficile toute accumulation sur des bases nationales.

L'impérialisme c'est la tendance à la **destruction des économies traditionnelles**. C'est la misère paysanne, les famines et les émeutes de la faim. C'est l'exode rural et l'immigration, conséquences de la concurrence imposée par le système, et de la monoculture qui ruine les petits paysans et enrichit les grands propriétaires terriens : ceux-là mêmes qui se retrouvent dans des gouvernements soutenus par les grandes puissances.

En résumé, c'est un système économique, politique, militaire, social et financier, dirigé par une poignée de puissances **qui imposent leurs lois contre les peuples**. Un système organisé, disposant d'une multitude d'organismes : la Banque Mondiale, le FMI et ses "programmes d'ajustements structurels", le GATT et sa réglementation du commerce mondial, les monopoles impérialistes, etc...

L'impérialisme, c'est un **stade du développement du capitalisme**, qui entraîne la division de la planète en une poignée de pays oppresseurs et une grande majorité de pays dominés. Si certains parmi ces derniers parviennent à l'état de pays capitalistes dépendants, comme le Brésil, la Corée, l'Algérie ou l'Iran, la plupart sont maintenus dans la situation de **pays semi-féodaux et/ou semi-coloniaux** ; c'est-à-dire de pays où la question de l'attribution de la terre aux paysans, et celle de l'indépendance nationale, sont des questions actuelles et centrales.

220 - Dans les pays dominés aussi, il y a des exploités et des exploités

Nous n'avons pas fait l'analyse détaillée et complète des différentes **sociétés dominées**. Mais dans la diversité de leurs situations ressortent un certain nombre de traits caractéristiques des rapports de classes.

221 - Des classes exploiteuses qui ont une marge de manœuvre très faible.

La plupart des pays dominés ont aujourd'hui acquis leur **indépendance politique**. Mais les diverses fractions bourgeoises qui s'y sont développées n'ont pu le faire qu'en maintenant un rapport de dépendance vis à vis de l'impérialisme.

Historiquement, c'est d'abord la **bourgeoisie compradore** qui s'est imposée. Elle tirait ses revenus de l'exportation des matières premières et de l'importation de biens de consommation. Elle était l'agent commercial des puissances impérialistes.

Ensuite, dans de nombreux pays, s'est constituée une **bourgeoisie bureaucratique** qui a utilisé l'appareil d'État comme levier dans sa tentative d'accumulation nationale. Cette bourgeoisie bureaucratique est le produit de la fusion, au sein de l'appareil d'État, des **propriétaires terriens semi-féodaux modernisés**, des **capitalistes locaux industriels ou agricoles**, et des **bourgeois de l'appareil d'État** ; en particulier de l'armée. Cette bourgeoisie n'a pu s'affirmer qu'en développant le dirigisme étatique et le protectionnisme. Elle s'est opposée à la bourgeoisie compradore, respectueuse du libéralisme économique qui sert mieux ses intérêts. Toutefois, la bourgeoisie bureaucratique n'a pu se soustraire à la dépendance économique, financière, militaire, et donc politique, vis à vis de l'impérialisme.

Les contradictions entre ces deux fractions de la grande bourgeoisie sont réelles. Mais elles n'expriment nullement une volonté de rupture avec l'impérialisme. Elles **ne peuvent donc servir la libération des peuples**. Quelles que soient leurs ambitions et leurs moyens : contrôle de ressources comme le pétrole, politique volontariste... elles ne peuvent se libérer de la tutelle impérialiste.

Ni marionnettes, ni autonomes, elles ne peuvent que s'inscrire complètement dans les règles du jeu dictées par un marché entièrement dominé par les grandes puissances. Au mieux peuvent-elles essayer d'en tirer pour elles-mêmes le maximum de profit.

Dans tous les cas, compte tenu de la faiblesse de ses bases économiques, ce n'est que par la **violence** que la fraction bourgeoise au pouvoir peut imposer sa domination sur le peuple.

La **bourgeoisie nationale**, c'est-à-dire la fraction de la bourgeoisie qui aurait intérêt à s'opposer à l'impérialisme, parce que sa base d'accumulation est essentiellement locale, est devenue le plus souvent quasi inexistante, ou très faible. Dans tous les cas, compte tenu de la domination impérialiste, elle **ne peut espérer un développement indépendant** et n'a plus, dans les pays formellement indépendants, de rôle révolutionnaire.

222 - Les exploités : fossoyeurs de l'impérialisme.

Dans la plupart des pays dominés, la masse des exploités est formée de travailleurs ruraux. Mais ceux-ci ne constituent pas une masse indifférenciée. Certains sont des paysans sans terre, soumis à l'exploitation des propriétaires fonciers semi-féodaux. D'autres sont des ouvriers agricoles, travaillant sur de grandes exploitations à caractère capitaliste. Dans ces pays, **la question de la terre, de la réforme agraire, est donc une question centrale** de la lutte des classes et de la révolution.

Une masse énorme de paysans est **chassée de la terre**. Certains émigrent vers les villes où ils survivent de petits boulots ; les autres vers l'étranger où, dans leur grande majorité, ils s'intègrent au prolétariat.

L'accroissement de la misère provoque inéluctablement la multiplication des **soulèvements populaires**, des émeutes de la faim ou autres. S'accumule ainsi une formidable haine contre les régimes en place et leurs tuteurs impérialistes.

Dans le cadre de la division internationale du travail, le développement industriel capitaliste conduit à la création, au niveau mondial, d'une **classe ouvrière jeune, de plus en plus nombreuse et active politiquement**. Brésil, Corée du Sud, Algérie... en sont des exemples significatifs. Dans ces pays, **la révolution socialiste est à l'ordre du jour**.

230 - L'humanisme : nouvelle légitimation de l'impérialisme

231 - Démocratie et dictature : deux atouts dans un même jeu.

L'aggravation de la situation économique des pays dominés, elle-même conséquence de la domination impérialiste, a produit, et produit encore, de nombreuses **révoltes et des bouleversements sociaux**. Des dictateurs ont sauté. Le multipartisme et le parlementarisme se généralisent. Ce sont les toutes dernières tentatives de l'impérialisme pour sauver ces régimes de la colère populaire et pour préserver leur propre domination.

Les discours sur les "Droits de l'Homme", la démocratie, le "Devoir d'Ingérence"... servent de **prétextes aux interventions politiques et militaires** les plus grossières. Mais ils ne nous feront pas oublier le blocus de Cuba, l'intervention à Panama et à Grenade, la guerre du Golfe, la Kanaky, le Tchad, le Liban, la Palestine, l'Afghanistan... autant d'interventions et de massacres qu'ils perpètrent sans hésiter lorsqu'ils considèrent que leur domination est en jeu.

232 - Les ONG : un des nouveaux visages du réformisme.

Le bilan économique et social catastrophique des pays dominés est partagé par tous les experts, y compris par ceux des gouvernements impérialistes. Il constitue pour ces derniers une **source de hauts risques**. C'est pourquoi ils recherchent tous les moyens d'éviter l'explosion.

La pénétration impérialiste se développe donc aussi par le biais des organisations non gouvernementales, les fameuses ONG, qui prodiguent des aides en tous genres : alimentaire, médicale, ou pour le développement. Sous l'étiquette "apolitique", ou "non-gouvernementale", elles servent en fait à **préserver les régimes en place**, en mettant un peu d'huile dans les rouages sociaux.

L'activité des ONG d'aujourd'hui n'a plus rien à voir avec les petites interventions humanitaires d'il y a quinze ou vingt ans. Il s'agit d'énormes machines, qui brassent des millions de dollars, et dont l'intervention économique et sociale est **de plus en plus directement articulée avec l'intervention politique et militaire des puissances impérialistes**. On a pu le voir en Irak ou au Kurdistan. C'est à ce titre qu'elles doivent être combattues. Kouchner en est un exemple type.

240 - L'impérialisme et ses fossoyeurs

Mais la pénétration du capitalisme partout dans le monde accroît les **potentialités de sa destruction**.

241 - Un énorme potentiel révolutionnaire.

Il existe un potentiel considérable de lutte révolutionnaire dans les pays dominés ; et même, une **situation révolutionnaire en développement** dans plusieurs d'entre eux. Cela ébranle le système impérialiste. Cependant, pour l'instant, il n'est pas remis en cause.

La principale faiblesse actuelle du mouvement populaire, c'est **l'absence d'un Mouvement Communiste International**. Depuis des années, cette situation a conduit à la disparition de véritables avant-gardes politiques anti-impérialistes. Au contraire, ce sont des idéologies de l'impasse, dont l'islamisme est un exemple d'actualité, qui ont occupé l'espace politique ainsi dégagé. Et cela grâce à un radicalisme verbal et militant qui cache un respect profond du marché et de la concurrence, et donc du capitalisme mondial.

La Guerre Populaire dirigée par le Parti Communiste du Pérou montre le chemin à reprendre vers le communisme, et la voie d'une libération véritable pour les peuples dominés. Le soutien au PCP, même s'il s'accompagne de certaines critiques secondaires, est aujourd'hui une **délimitation importante** pour les révolutionnaires du monde entier.

300 - La démocratie libérale, c'est la dictature du Capital

310 - A l'Ouest, c'est l'accentuation de la guerre économique

Vivons-nous, comme le prétendent certains, dans le meilleur des mondes possibles ? Selon eux, la "démocratie libérale" serait l'aboutissement de la civilisation humaine ; et la chute du mur de Berlin, l'achèvement de la Révolution de 1789. Aurions-nous vraiment atteint "**la fin de l'histoire**" ? Est-il impossible, et donc illusoire et dangereux, comme essaient de nous le faire croire les idéologues de la bourgeoisie, de chercher à bâtir un autre système politique ?

311 - Instabilité, redéploiement et guerre.

L'effondrement du bloc de l'Est a fait **basculer l'ordre mondial antérieur**, fondé sur la rivalité et l'équilibre Est-Ouest. Les USA sont provisoirement sans rival sur le plan économique et surtout militaire. Toutefois, la puissance du Japon et de l'Allemagne ne cesse de se renforcer relativement à celle des USA. L'Allemagne a bénéficié de l'ouverture à l'Est, mais elle participe activement à la construction d'une Europe dans laquelle elle peut jouer un rôle de premier plan.

L'Europe se construit progressivement, en surmontant les résistances nationales, comme un **nouveau bloc impérialiste**, capable de rivaliser avec les USA et de tirer parti de la nouvelle situation mondiale. Ce processus, qui paraît irréversible puisqu'il correspond aux nécessités de l'accumulation, ne se fait pas sans contradictions entre les différents États. Il ne se fait pas non plus sans résistances au sein même de ceux-ci, comme l'ont montré les débats autour de la ratification du traité de Maastricht.

Aujourd'hui ce processus semble ralenti par la dislocation du SME. Mais il **correspond trop aux intérêts des bourgeoisies européennes**, française et allemande en particulier, pour pouvoir être définitivement enrayé. Pour faire le poids, économiquement et militairement, face au Japon et aux USA, l'Europe n'a d'autre choix que de se constituer en bloc impérialiste unifié.

L'éclatement du bloc de l'Est ouvre le champ à la **lutte pour un nouveau partage du monde**, à la modification des zones d'influence économiques et militaires. La concurrence devient plus vive entre les USA, économiquement déclinants, l'Europe et le Japon. Cette concurrence s'exprime encore essentiellement à travers la guerre économique et douanière, autour des accords du GATT, par exemple. Mais les confrontations entre les USA, l'Europe et le Japon seront une des données fondamentales des années à venir.

Un conflit mondial n'est pas immédiatement d'actualité. Aucune puissance ne peut encore rivaliser militairement avec les USA. Ceux-ci compensent leur affaiblissement économique par le renforcement de leur rôle de **gendarme du monde**, de **gardien du "nouvel ordre mondial"**. Mais cette hégémonie sera tôt ou tard contestée par les puissances montantes : Europe ou Japon. Les guerres actuelles sont menées par les puissances impérialistes pour imposer aux pays dominés le respect de l'ordre établi. Elles pourraient alors devenir des conflits où s'affronteraient, d'abord indirectement, puis directement, les impérialismes concurrents.

312 - "Crise", ou guerre économique ordinaire ?

Les trente années de croissance et de prospérité qui ont suivi la dernière guerre sont déjà loin. Depuis 1975, des années de crise qui ont vu la chute de la production et des profits et la hausse du chômage... alternent avec de courtes périodes de reprise de la croissance, accompagnée de confortables bénéfices pour les capitalistes. Mais pendant ce temps, le chômage, la précarité et l'austérité continuent de constituer la réalité quotidienne des travailleurs. Les "trente glorieuses" avaient fait un peu oublier que, **crise ou pas, ces maux sont indissociables du fonctionnement normal du capitalisme**.

Guerre économique, restructurations et licenciements, redéploiements mondiaux, concentrations, transferts de capitaux d'une branche vers une autre plus rentable, imposition de nouvelles méthodes d'exploitation... les contradictions du système se manifestent sous de multiples formes, et amènent les capitalistes à rechercher sans cesse de **nouvelles parades**. L'objectif de ces dernières est unique : améliorer la rentabilité en augmentant la productivité et la compétitivité du travail.

Voie Prolétarienne n'a pas fait une analyse approfondie des évolutions économiques et sociales depuis 1975. On parle généralement de "**crise**", dans la mesure où il y a eu une **rupture par rapport à la période antérieure**. Mais cette caractérisation, qui renvoie à l'analyse marxiste des crises cycliques du capital, mériterait d'être justifiée. Car, une vingtaine d'années après ce qu'on a appelé "le premier choc pétrolier", généralement considéré comme "le début de la crise", le capital semble avoir temporairement **surmonté certaines de ses contradictions**.

Néanmoins, même s'ils ne constituent pas une analyse cohérente, nous avons acquis un certain nombre de points de repères :

a) Il est illusoire de rêver à un capitalisme "sans crises", ou au retour de la croissance

d'après-guerre. Nous vivons actuellement l'état normal du capitalisme, de ses contradictions et de sa crise permanente.

b) Les contradictions du capitalisme ne viennent pas d'une mauvaise gestion, d'erreurs, ou de la volonté de tels ou tels dirigeants. Ce sont des contradictions inhérentes au processus même de l'accumulation.

c) On ne peut réduire les difficultés économiques à une seule cause, comme par exemple la spéculation, dans laquelle le PCF, de même que Lutte Ouvrière, voient l'origine de la crise. Un impérialisme sans capital financier et sans spéculation est inconcevable.

d) Le capitalisme ne s'effondrera pas de lui-même, sous le poids de ses propres contradictions. Les bourgeois ne sont pas passifs. Ils peuvent surmonter provisoirement certaines difficultés en l'absence d'une lutte révolutionnaire de la classe ouvrière. A l'occasion du krach boursier, ils ont montré comment ils pouvaient limiter les dégâts en se concertant au niveau international.

Crise ou pas, les capitalistes doivent constamment aggraver les conditions de l'exploitation, et investir massivement, pour maintenir leur compétitivité. Cela tient aux lois économiques mêmes du système. C'est pour cela qu'il n'y a pas d'issue dans le cadre de celui-ci, et qu'**il est vain de vouloir le réformer.**

Mais il est tout aussi vain d'**attendre que son développement l'amène à s'effondrer**, du fait de ses seules contradictions économiques internes. Les positions "catastrophistes", qui lient à cet effondrement les conditions de la révolution, conduisent à l'attentisme politique et à l'économisme. Seule la lutte de classe contre les attaques de la bourgeoisie, avec comme perspective la prise du pouvoir et un changement de société, peut offrir une issue aux combats immédiats.

313 - A l'Ouest, il n'y a pas que l'économie qui est en crise.

Le capitalisme ne s'écroulera donc pas de lui-même. Mais les attaques contre la classe ouvrière, le chômage, l'austérité, la misère, la marginalisation d'un nombre chaque jour plus grand de travailleurs et de jeunes... tout cela **provoque nécessairement des révoltes**. Exemple : celles qui secouent aujourd'hui les banlieues. Ces réactions ne peuvent que surgir de plus en plus souvent, vu l'ampleur des attaques. Elles sont le point d'appui du travail des communistes. Eux seuls peuvent apporter à ces révoltes une issue révolutionnaire.

Bien que le système parlementaire ne soit pas massivement rejeté, le personnel politique bourgeois est discrédité par la corruption et les scandales à répétition. Une masse croissante de travailleurs manifeste, principalement par **l'abstention**, son désintérêt pour cette politique, sans pour autant s'orienter vers la lutte révolutionnaire.

Dans cette société de concurrence, un certain nombre d'ouvriers qui subissent le chômage, ou qui sont désorientés par les bouleversements consécutifs à l'effondrement des pays de l'Est, se retournent, non contre leurs véritables ennemis, mais **contre une autre partie de la classe ouvrière**. Avec la montée du **racisme**, les travailleurs d'origine étrangère sont désignés comme les boucs émissaires de tous les problèmes.

320 - Toujours plus d'exploitation et d'oppression pour les travailleurs

321 - Une exploitation ancienne, qui prend des formes nouvelles.

L'exploitation ouvrière ne s'est pas atténuée dans les pays impérialistes. La crise, les restructurations, et la poussée du chômage qu'elles ont provoquée, ont **ébranlé la résistance ouvrière**. Elles ont mis en pièce les bastions ouvriers, et balayé les acquis qui avaient été obtenus par la lutte. La pratique systématique des plans sociaux, en individualisant les problèmes, a permis la mise en œuvre, sans vague majeure, des plans massifs de suppressions d'emplois.

L'exploitation est devenue tout à la fois plus brutale, avec le développement des multiples formes du **travail précaire**, l'extension du travail en équipe ou de nuit ; avec la modulation des horaires, etc. et plus subtile idéologiquement, avec les nouvelles formes d'exploitation que sont les "**nouvelles politiques patronales**". Celles-ci cherchent à motiver les travailleurs, de façon à ce qu'ils organisent et aggravent eux-mêmes leur propre exploitation. Ces politiques patronales encouragent l'esprit d'entreprise, le consensus économique, et le chauvinisme national. Elles capitalisent d'une certaine façon la politique chauvine et corporatiste que le PCF a développée depuis des décennies.

Cette politique a été facilitée par le maintien d'un fort taux de chômage. Dans les cités et les banlieues, le chômage de longue durée, celui des jeunes en particulier, **détruit le rapport collectif à la société**. Il renforce l'individualisme, la déresponsabilisation et la marginalisation. Le logement des familles populaires devient de plus en plus difficile, du fait des politiques de rénovation et de la spéculation foncière sur les centres-villes.

Ainsi, **la misère est institutionnalisée** : austérité, blocage des salaires et baisse réelle des revenus pour les secteurs populaires. Le RMI et les "Restaus du Coeur" en sont la face la plus connue. Mais il faudrait y ajouter l'endettement croissant des ménages, le renforcement des tutelles sociales, etc...

Alors que l'Europe tend à s'unifier, un nationalisme élargi aux frontières de l'Europe se développe. Les **discriminations sur les droits**, qui frappent les immigrés non européens, se généralisent et contribuent au renforcement du racisme. Ce sont : la restriction du droit d'asile, les entraves mises au regroupement familial, la discrimination à l'embauche, etc...

Voilà la "fin de l'histoire" qu'on nous propose. Comment s'y résigner ? Le problème des capitalistes, c'est que **la révolte est inscrite dans l'exploitation**. Révolte des banlieues qui, même sans espoir et dépourvue de perspectives, fait trembler les bourgeois ; révolte ouvrière qui reprend après quelques années de repli, y compris dans des usines précédemment restructurées ; révolte des employés de l'État, à leur tour confrontés aux conséquences de la guerre économique mondiale.

On voit même apparaître, dans les "**Coordinations**" et autres "**Comités de grève**", des tentatives de se débarrasser de la tutelle des appareils syndicaux réformistes largement discrédités par leur acceptation "responsable" de l'ordre établi.

Ce qui manque aux exploités, ce n'est pas la révolte, mais **le sens à donner à cette révolte**. Et cela, aucune coordination ne pourra le découvrir d'elle-même. Car il faut une organisation qui parte des **intérêts d'ensemble** de la classe ouvrière. Une organisation qui soit capable de donner à cette dernière une **perspective**, et qui

permette ainsi à ces luttes éparses, à ces révoltes isolées, de contribuer à la construction d'un autre avenir.

330 - Aliénation et emprise du Capital sur toute notre vie

331 - Mais la domination capitaliste ne s'arrête pas aux portes de l'usine.

En opposition à l'économisme, qui **la réduit aux rapports ouvriers-patrons**, il faut montrer que **l'aliénation pénètre tous les aspects de la vie**. C'est d'ailleurs dans cette lutte contre l'économisme que Voie Prolétarienne a peu à peu enrichi son orientation depuis quinze ans.

Le capitalisme, dans sa recherche permanente de productivité et de profit, développe le machinisme, l'automatisation et la division du travail. Ce faisant, il **dépouille la grande masse des travailleurs de toute activité intelligente**, il les réduit aux fonctions les plus interchangeable possible. Dans le travail soumis à la dictature du capital, **l'homme se dépossède**, il s'aliène. C'est pourquoi l'ouvrier n'a le sentiment de s'appartenir à lui-même qu'en dehors du travail. Pendant celui-ci, il se sent extérieur à lui-même.

Aujourd'hui, c'est le **règne de la marchandise**. La consommation de ces sacro-saintes marchandises est accélérée, pour permettre une accumulation tout aussi accélérée du capital. Le mirage de l'abondance factice, les gadgets jetés à peine achetés, la mode, la pression publicitaire et commerciale... tout cela devient un "mode de vie". La production n'est pas définie avant tout par son utilité, ni par l'usage qui sera fait des biens produits, mais par le marché, par la possibilité d'y réaliser des profits suffisants.

Le capitalisme, c'est la **pollution accélérée de la nature**. C'est l'appropriation privée des richesses naturelles : eau, matières premières, ressources énergétiques, espace, air pur, etc. par les entreprises capitalistes. Mais c'est aussi le **rejet sur la collectivité des dégâts causés** par ce mode de production : déchets toxiques, destruction de l'environnement, nuisances, maladies professionnelles, etc... Les écologistes se sont approprié ce domaine de façon principalement réformiste. Quant à nous, hormis une analyse sur le nucléaire, nous avons peu travaillé sur cette question.

Le capitalisme, c'est le monopole de la bourgeoisie sur les moyens d'information. C'est la **pollution des esprits** par le culte de l'individualisme, l'intox érigée en système d'information : de la télé à la publicité, du discours des politiciens aux scoops des journalistes... La pseudo liberté d'expression apparaît de plus en plus pour ce qu'elle est : une puissante machine entre les mains des bourgeois, utilisée pour nous faire accepter l'exploitation et la vie que nous subissons.

L'école joue un rôle important : dans la reproduction des classes sociales, dans la légitimation des rapports sociaux actuels, dans l'intégration des valeurs d'individualisme et de concurrence, ainsi que dans la reproduction de la division sexuelle du travail. **Elle n'est pas en dehors de la société**. D'où la pression pour un système scolaire qui sélectionne plus efficacement, qui serve au mieux, et au moindre coût, les besoins de l'industrie.

Dans les rapports entre hommes et femmes, le capitalisme provoque d'importantes transformations. Mais il **maintient l'oppression et l'inégalité**. Aujourd'hui, c'est le

retour de la morale réactionnaire à propos de la famille, la tendance à la régression à propos de l'avortement et de la contraception. Encore une question que Voie Prolétarienne n'a pas traitée suffisamment. C'est une importante faiblesse, qui pèse à la fois sur notre travail en direction des femmes, et sur notre propre composition sociale.

La même **tendance réactionnaire** touche d'autres domaines : rentabilisation de la santé, domination des loisirs, commercialisation de la sexualité, etc...

332 - L'aliénation et l'exploitation : deux faces de la domination capitaliste.

L'une n'existe pas sans l'autre. Car dans cette société où l'omniprésence des marchandises masque le processus réel de la création des richesses, c'est-à-dire l'exploitation, **la force de travail de l'ouvrier elle-même est une marchandise.**

Aliénation et exploitation sont indissociables. Mais c'est bien **sur la base de l'exploitation, et de la révolte qu'elle engendre**, qu'on peut combattre l'aliénation et la soumission qui en découle. Ceci est un acquis de Voie Prolétarienne. Il s'agit de lutter à la fois contre l'économisme, qui escamote l'aliénation, et contre l'idéalisme, qui ne la combat qu'au niveau des idées, sans voir sa base matérielle.

340 - La classe ouvrière embourgeoisée ?

341 - Le chauvinisme a des bases objectives.

La France est un pays impérialiste. Sa domination s'étend, d'une part, à ses colonies directes, et d'autre part, à ses zones d'influence politique et économique : Afrique et espace francophone en premier lieu. Comme les autres puissances impérialistes, elle utilise ces zones comme **réserves de matières premières et de main d'œuvre** : marchés privilégiés et protégés de la zone franc ; têtes de ponts pour élargir son influence...

Le colonialisme, la traite des esclaves, la soi-disant "découverte" de l'Amérique, en un mot la domination du monde... ont permis aux économies des pays impérialistes d'atteindre des seuils de productivité extraordinaires. **Productivité qui ne peut se maintenir que sur la base d'une certaine division internationale du travail** fondée sur le pillage des matières premières, la surexploitation de la force de travail des peuples dominés, et la spécialisation de ceux-ci dans des secteurs à faible valeur ajoutée.

La prospérité des pays impérialistes **s'appuie donc à la fois sur le pillage des pays dominés et sur l'exploitation des ouvriers dans les métropoles impérialistes.** On ne saurait l'expliquer correctement en oubliant un de ces deux facteurs.

L'accès des ouvriers des métropoles à ce qu'on a appelé la "société de consommation" **ne signifie pas qu'ils ne sont plus exploités.** En effet, l'élévation de leur niveau de vie ne représente qu'une partie des fortes hausses de productivité réalisées dans la production ; le reste étant accaparé par les capitalistes.

Néanmoins, le fait qu'ils puissent se procurer une certaine quantité de richesses entraîne chez eux le sentiment d'être moins exploités, voire même d'avoir quelque chose à défendre contre les "miséreux des pays dominés". **Cette illusion est l'une**

des bases du chauvinisme dans la classe ouvrière métropolitaine. La dette, qui entraîne un transfert plus grand de richesses des pays dominés vers les métropoles impérialistes, ne profite pourtant pas aux ouvriers métropolitains, dont les conditions de vie se dégradent dans le même temps.

Depuis le début des années 80, on assiste au développement, chez une partie significative des ouvriers français, d'une réaction chauvine protectionniste, parfois ouvertement raciste. Cette réaction renforce en retour le repli et le nationalisme de certains immigrés. Il faut donc doublement la combattre.

342 - L'aristocratie ouvrière.

L'impérialisme façonne toute la société. Le nationalisme et le chauvinisme sont répandus, non seulement dans tous les partis bourgeois, mais aussi dans de larges secteurs de la population : en particulier dans la **petite-bourgeoisie**, relativement nombreuse dans les métropoles ; mais aussi dans la **classe ouvrière** elle-même, qui n'échappe pas à cette ambiance réactionnaire.

L'influence de cette idéologie sur **l'aristocratie ouvrière**, secteur privilégié par rapport à la masse des ouvriers, est particulièrement nette. Ces couches sont achetées grâce à la situation dominante de l'impérialisme français. Leur seule optique est la défense de leurs privilèges, qu'elles espèrent pouvoir maintenir en restaurant la "grandeur" de la France, dont le P"C"F est un défenseur acharné.

343 - L'anti-impérialisme : un axe essentiel de notre combat.

On doit lutter, et non se taire, quand un transformateur est réparé pour le régime d'Afrique du Sud, quand de l'armement est vendu aux bourgeoisies des pays dominés, quand le pétrole est acheté à vil prix et que la France intervient militairement pour défendre ses approvisionnements, quand des déchets chimiques sont expédiés dans les pays dominés, et empoisonnent des populations entières... **Une partie de la richesse de la France vient de cette domination.** Et une fraction en est utilisée par l'État ou la "société de consommation" pour acheter la paix sociale.

En conclure que les ouvriers de France sont "embourgeoisés", qu'ils collaborent avec leur bourgeoisie, est erroné. **C'est oublier l'exploitation qu'ils subissent tous les jours**, qu'ils soient français ou immigrés. C'est effacer les contradictions de classes dans les pays impérialistes et dans les pays dominés. Cela peut amener à prôner l'entente entre les classes dans les pays dominés, derrière des dirigeants bourgeois qui sont eux-mêmes liés au système impérialiste.

350 - Démocratie pour les bourgeois, pas pour les travailleurs !

Le discrédit des pays de l'Est, faussement qualifiés de "socialistes", est, pour les idéologues bourgeois, l'occasion rêvée de redorer le blason de **leur** "démocratie". Et pourtant...

351 - Démocratique : l'État bourgeois ne l'est que pour la bourgeoisie.

Le parlementarisme serait le fin du fin de la "démocratie" ; l'expression de la volonté et du pouvoir du peuple ? En fait, il n'a jamais été, dans le meilleur des cas, que le moyen

donné au peuple de choisir des "représentants" qui se sont **toujours pliés, de gré ou de force, aux exigences du capital**. La démocratie parlementaire a toujours été une **illusion**. Elle l'est d'autant plus que la réalité du pouvoir passe du parlement à l'exécutif et à la formidable machine bureaucratique des ministères et des commissions diverses. **Elle tend aujourd'hui à tomber entre les mains des institutions internationales**. C'est là, de plus en plus souvent, que se préparent, en concertation avec les représentants des trusts impérialistes et des banques, la politique économique, les lois et les décrets, qui n'auront plus qu'à être avalisés par les "représentants du peuple".

Ce sont des fonctionnaires du capital qui détiennent la réalité du pouvoir et qui assurent, par-delà les aléas des élections et des alternances politiques liées au multipartisme, la continuité du pouvoir bourgeois et de sa politique.

Les arbitrages qui s'imposent entre les différentes fractions de la bourgeoisie s'exercent au parlement ; mais aussi et surtout à travers les luttes d'influences qui se déroulent dans les cabinets ministériels et des institutions centrales de l'État. Cependant, la préservation du pouvoir de la bourgeoisie exige qu'elle exerce sa dictature sur le peuple. Aussi n'a-t-elle jamais négligé les **appareils de répression : armée, police, justice...** qui sont ses ultimes remparts. Elle sait les utiliser quand sa domination idéologique et politique ne parvient plus à faire accepter au peuple son exploitation et sa soumission.

Lorsque le pouvoir de la bourgeoisie est menacé, **elle n'hésite pas à user des armes**. L'expérience en a été faite à de nombreuses reprises par des réformistes plus ou moins radicaux. Allende au Chili, Aristide en Haïti, entre autres, en ont fait les frais.

Aujourd'hui, **en France, la parole n'est pas aux armes** ; tout simplement parce que les exploités sont trop faibles et inorganisés pour mettre en danger le pouvoir des bourgeois. Inutile pour ces derniers de serrer trop la vis ; ils risqueraient de provoquer la révolte.

Pourtant, les scandales qui éclaboussent les hommes politiques, leur incapacité à résoudre les problèmes de société, leur défense de l'ordre établi et leur coupure d'avec la réalité quotidienne que vivent les travailleurs... provoquent un **abstentionnisme populaire croissant**. Mais ce désaveu touche plus souvent les hommes, que le système politique dont ils sont le produit. D'où le risque que les exploités se tournent vers de nouveaux venus, tout aussi bourgeois.

352 - Une démocratie chaque jour plus dure pour les exploités.

L'accentuation des contradictions économiques et sociales, comme la montée du chômage, la misère des cités, la pression des nouveaux immigrants fuyant la famine... impose l'adoption de **mesures qui restreignent les droits** de la majorité, et l'accentuation de la répression : restrictions aux droits d'asile, au regroupement familial, chasse musclée contre les travailleurs au noir...

Les mesures légales accompagnent une **tendance générale à la réaction** dans tous les domaines : emprisonnement de militants, jeunes abattus dans les cités, sanctions pénales contre les ouvriers en lutte, engorgement des prisons, retour de la morale, glissement à droite de tous les partis dans le sillage du Front National, contrôle accru

sur tous les aspects de la vie... Ce ne sont là que quelques exemples parmi tant d'autres.

Mais s'agit-il d'une **fascisation**, au sens de la marche vers une dictature terroriste ouverte de la bourgeoisie, comme le clament ceux qui pointent exclusivement le danger lepéniste ? Nous pensons que non. Avancer cela, ça revient, d'une certaine façon, à opposer les partis "républicains" à l'extrême droite, à valoriser les partis "démocratiques", et à passer à la trappe la lutte contre la politique du gouvernement. **"Le Pen aboie, mais le PS mord"** ; et tous les autres partis en font, ou s'apprêtent à en faire autant. Jusqu'aux Verts qui se sont prononcés pour l'arrêt de l'immigration !...

360 - Cette société est inacceptable ! Mais comment la transformer ?

361 - Une société inacceptable pour la majorité.

Le fameux paradis de la démocratie libérale ne peut convaincre que ceux qui ont déjà au moins une petite place au soleil. Pour les autres, c'est plutôt la perplexité et l'inquiétude. Et cela encore bien plus après l'effondrement des pays de l'Est. L'absence d'une alternative pèse lourdement. Cependant, **la critique politique du capitalisme en trace déjà quelques contours**. Le bilan des ex-pays soi-disant socialistes, et celui des pays dominés, en tracent d'autres.

362 - L'alternative ce serait :

Aux destructions et au pillage dans les pays dominés, opposer **l'égalité des nations**. Reconnaître la responsabilité de l'impérialisme dans l'inégalité du développement, et la nécessité de la compenser.

A la division, au racisme et au chauvinisme, opposer **l'unité internationale des exploités** dans le combat contre le camp international des bourgeois.

A l'individualisme, à la concurrence entre travailleurs et à la division hommes-femmes, opposer **la solidarité et la coopération**.

A l'exploitation et à la misère, opposer **une transformation des rapports de production et de la répartition des richesses**.

Aux lois aussi puissantes qu'aveugles du marché et de la production, opposer **la détermination collective des besoins** et l'organisation de l'appareil économique sur la base de ces besoins.

A la loi de la jungle du marché "libre", opposer la **coopération**, et la **planification de l'économie**.

A la dépossession du pouvoir de chacun sur sa propre vie, opposer **l'exercice réel du pouvoir**. Pas question de déléguer à d'autres ce droit et cette responsabilité essentiels.

363 - Et comment parvenir à ces objectifs ?

Les exploités ne peuvent se libérer qu'**en détruisant l'appareil d'État de la bourgeoisie**, qui est à la fois l'instrument indispensable de sa dictature et son quartier général. Pour cela, les ouvriers doivent d'abord briser les appareils de répression de la bourgeoisie et prendre le pouvoir. Sans cela, ils ne pourraient pas imposer leur domination.

Mais l'obligation de détruire l'appareil d'État bourgeois ne se réduit pas à cette seule nécessité. En effet, après la prise du pouvoir, les exploités doivent substituer à l'appareil politique de la bourgeoisie, et à sa machine bureaucratique, **un État de type nouveau, fondé sur les Conseils Ouvriers**.

L'avenir est entre nos mains, dans une perspective communiste que nous devons construire collectivement. Cela commence dès aujourd'hui, par la **prise en mains de la construction du parti** dont les prolétaires ont besoin.